



ARRÊTE N° 2022/02248

**Autorisant le déroulement d'une manifestation nautique sur la Marne
Intitulée « Big Jump » le 10 juillet 2022**

LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignades ;

VU le code des transports et notamment les articles R 4241-38 et A 4241-26 ;

VU le décret n°2012-1556 du 28 décembre 2012 déterminant la liste des mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de la navigation pouvant être prises par le gestionnaire de la voie d'eau ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 12 janvier 2019 portant règlement particulier de police de la navigation intérieure sur l'itinéraire Marne ;

VU l'arrêté du Préfet de police n°2019-00621 du 17 juillet 2019 relatif à la mise en place de dispositifs de secours nautiques prévisionnels pour les événements dont les caractéristiques rendent prévisibles le risque de noyade à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ;

VU l'arrêté n°2022/1735 du 12 mai 2022 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à Monsieur Sébastien BECOULET, Sous-Préfet, Directeur de cabinet de la Préfète du Val de Marne ;

VU la demande par laquelle, Monsieur Sylvain BERRIOS, maire de Saint-Maur-des-Fossés, président du « Syndicat Marne Vive », sollicite l'autorisation d'organiser une manifestation nautique comportant des baignades en Marne, des baptêmes de canoë-kayak et de paddle et des balades en catalanes entre le PK 178.200B et le PK 180B, le dimanche 10 juillet 2022, sur le site du Beach à Saint-Maur-des-Fossés, sur la boucle de la Marne, entre la base nautique de Champigny-sur-Marne et le pont de Chennevières-sur-Marne ;

VU l'avis de l'ARS en date du 17 juin 2022 ;

VU l'avis de Voies navigables de France en date du 19 avril 2022 ;

SUR proposition de la Directrice des Sécurités

ARRÊTE

ARTICLE 1ER : Le syndicat Marne Vive est autorisé à organiser une manifestation nautique intitulée « Big Jump » le dimanche 10 juillet 2022 de 13h30 à 18h30, sur la Marne entre le PK 178.200B et le PK 180B sur le site du Beach à Saint-Maur-des-Fossés.

ARTICLE 2 : L'autorisation mentionnée à l'article 1^{er} n'emporte pas autorisation de baignade dans la Marne, celle-ci étant interdite en application de l'arrêté portant interdiction de baignade dans la Marne du 31 juillet 1970.

La zone de baignade devra en conséquence être supprimée.

ARTICLE 3 : Le dimanche 10 juillet 2022 la navigation sera interrompue de 14h00 à 18h00.

L'arrêt de la navigation sera signalé par des panneaux d'interdiction installés 300 m en amont et en aval de la zone d'évolution des activités nautiques.

ARTICLE 4 : Les organisateurs et les participants devront se conformer aux prescriptions et recommandations définies dans les annexes 1 et 2 jointes au présent arrêté ainsi qu'aux mesures préventives imposées par le plan Vigipirate durant toute la manifestation et notamment sur les points de rassemblement.

Le personnel employé dans le cadre de la manifestation devra être sensibilisé sur les points suivants :

- être attentif à la présence de sacs, colis, valises ou objets abandonnés,
- signaler la présence des individus qui semblent suspects,
- se faire présenter les sacs à main ou à dos,
- mettre en place des mesures de filtrage avec palpation de sécurité et détection des métaux,
- signaler aux effectifs de police, sans délai, tout abandon de véhicule suspect,
- en cas de découverte de colis suspect, ne toucher à rien, écarter le public et prévenir la police et les pompiers.

ARTICLE 5 : Le Sous-Préfet, Directeur de cabinet de la Préfète du Val-de-Marne, le Sous-préfet de l'arrondissement de Nogent-sur-Marne, la Cheffe du pôle de gestion du domaine public – Voies navigables de France - Direction territoriale Bassin de la Seine et Loire aval – Unité territoriale Seine amont, le Directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne et le délégué territorial de l'Agence régionale de santé Île-de-France sont chargés chacun en ce qui concerne du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture du Val-de-Marne et dont une copie sera adressée au maire de Saint-Maur-des-Fossés.

Fait à Créteil le **24 JUIN 2022**

Pour la préfète et par délégation

Pour la Préfète du Val-de-Marne
Le Directeur de Cabinet


M. Sébastien BECOULET



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Service Santé Environnement / Défense Sécurité

Madame la Préfète du Val-de-Marne

Affaire suivie par : Caroline CASSONNET
Courriel : ars-dd94-cssm-eau@ars.sante.fr
Téléphone : 01 49 81 87 69
Télécopie : 01 49 81 87 78

Préfecture du Val-de-Marne
21-29 avenue du Général de Gaulle
94000 CRETEIL

Réf. : Big Jump_Marne Vive/St_Maur_2022
PJ : - fiche « Risque sanitaires liés aux activités de baignade »
- arrêté préfectoral du 31 juillet 1970 relatif à l'interdiction de la baignade en Marne
- résultats du suivi bactériologique de l'eau de la Marne en période estivale à Saint-Maur-des-Fossés (source : syndicat « Marne Vive »)

A l'attention du service des manifestations

Créteil, le 17 JUIN 2022

Objet : Avis sanitaire pour la manifestation de baignade en Marne « Big Jump » prévue le 10 juillet 2022 à Saint-Maur-des-Fossés.

Madame la Préfète,

Par courriel en date du 19 avril 2022, vos services m'ont informé que la manifestation « Big Jump » 2022, organisée par le syndicat « Marne Vive » et la Ville de Saint-Maur-des-Fossés, est prévue de se tenir le dimanche 10 juillet 2022, sur les bords de Marne.

Le « Big Jump » consiste en un événement ponctuel, initié par le syndicat « Marne Vive » et la ville de Saint-Maur-des-Fossés, visant à sensibiliser la population à la reconquête de la baignade en milieu naturel. Le jour du « Big Jump », il est prévu des ateliers sur des problématiques environnementales liées à l'eau et la mise en place d'une zone de baignade dans la Marne surveillée.

Concernant la demande du syndicat, et plus spécifiquement la mise en place de la zone de baignade, d'un point de vue réglementaire, la baignade dans la Marne reste interdite dans le département, par arrêté préfectoral du 31 juillet 1970. Par ailleurs, conformément aux dispositions européennes concernant les baignades (directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade), la qualité de l'eau est évaluée sur le plan bactériologique par le suivi de deux germes témoins de contamination fécale : les entérocoques intestinaux et les *Escherichia coli*. Leur présence peut être associée à d'autres germes plus pathogènes comme le virus de l'hépatite A, des bactéries de type *Pseudomonas aeruginosa*, les staphylocoques ou les leptospires.

Concernant, la qualité de l'eau dans la Marne, à Saint-Maur-des-Fossés, le syndicat « Marne Vive » a mis en place un protocole de surveillance environnementale régulier de la qualité bactériologique avec le suivi des indicateurs pertinents.

Ce suivi, réalisé depuis 2015 en période estivale, montre une qualité très variable d'une année à l'autre et insuffisante, malgré les efforts importants mis en œuvre par le syndicat pour améliorer la qualité de l'eau de la Marne (identification des pollutions, sensibilisation du grand public, investissement dans le réseau

d'assainissement...). A ce titre, les agents du service Santé Environnement de la délégation ont rencontré à plusieurs reprises le syndicat pour les accompagner dans leur démarche et se sont rendus également sur le site du « Big Jump » en mai dernier.

Pour atteindre une qualité bactériologique suffisante, la directive baignade mentionnée plus haut précise que, dans l'ensemble ¹, au moins 90% des résultats des analyses réalisées doivent être inférieurs aux valeurs de référence pour les deux paramètres, entérocoques intestinaux et *Escherichia coli*, valeurs de référence respectivement fixées à 330 UFC/100 mL et 900 UFC/100 mL, indicatrices d'une bonne qualité bactériologique de l'eau.

Or, les résultats rapportés par année sur le tableau joint, indiquent que 90% des résultats obtenus dépassent largement ces seuils. Cette conclusion n'est pas modifiée en retirant 15% des prélèvements les plus défavorables, disposition que prévoit la directive baignade. Au final, ces éléments traduisent une importante vulnérabilité de la Marne, à Saint-Maur-des-Fossés, à des épisodes de pollution bactériologique.

Ainsi, si le site choisi pour le « Big Jump » devait être suivi en tant que site de baignade, il serait classé de qualité insuffisante. Une exposition partielle ou totale à l'occasion d'une baignade comme celle qui pourrait avoir lieu lors du « Big Jump » serait par conséquent de nature à exposer les populations concernées à un risque sanitaire infectieux clairement identifié.

En outre, la tenue d'une telle manifestation pourrait susciter une hausse des comportements interdits et pourrait être perçue par la population comme signifiant que la baignade dans la Marne dans le département est possible et sans danger.

Dans ces circonstances, j'émet un avis sanitaire défavorable à l'organisation d'une baignade avec immersion complète ou partielle.

Le service Santé Environnement reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Le Directeur de la Délégation
départementale du Val-de-Marne,

Agence régionale de santé Ile-de-France
Le délégué départemental adjoint du Val-de-Marne

Dr Matthieu BOUSSARIE

¹ Pour la qualification d'un niveau de qualité suffisante, les seuils de la directive baignade en entérocoque et en *Escherichia coli* doivent être comparés au 90^{ème} percentile de la distribution des données microbiologiques de la zone de baignade concernée.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Risques sanitaires liés aux activités de baignade ou autres activités aquatiques

Les sports et loisirs aquatiques regroupent plusieurs disciplines sportives : celles impliquant une immersion complète dans l'eau (baignade, plongée) et d'autres non (canoë-kayak et disciplines associées, voile, aviron, ski nautique, jet-ski, etc).

Ces disciplines peuvent être pratiquées en club pour la compétition tout au long de l'année ou pendant les loisirs, particulièrement en été - période d'étiage des cours d'eau - soit par des membres de ces mêmes clubs, soit par des vacanciers ou autres usagers occasionnels.

Pendant ces activités, il est courant de dessaler, d'être immergé, de nager et ce, quel que soit l'âge de la personne ou son niveau de pratique.

Les risques pour la santé liés à ces activités sont de deux grands types :

1- les **risques physiques** (noyades, chutes, insolation-déshydratation, coups de soleil/brûlures...) qui ne sont pas liés à la qualité de l'eau, mais qui sont les plus fréquents et les plus graves,

2- les **risques liés à la qualité de l'eau :**

- le **risque microbiologique** est lié à la présence de germes pathogènes dans l'eau. Ceux-ci peuvent entraîner, par contact direct, des pathologies liées à la sphère ORL (otites, rhinites et laryngites), à l'appareil digestif, aux yeux ou à la peau. Le risque encouru est fonction du niveau de contamination de l'eau, mais aussi de l'état de santé du baigneur et des modalités de baignade (durée, immersion de la tête...).

Il est important de souligner que des germes pathogènes potentiellement présents dans l'eau peuvent également se transmettre à l'homme par voie indirecte (plaies, lésions cutanées, peau, muqueuses...). Il s'agit notamment des leptospires (à l'origine de fièvre hémorragique), de certaines larves de parasites (à l'origine d'affections cutanées et notamment de la dermatite du baigneur), de germes bactériens de type *Pseudomonas*, *staphylocoques*...

- le **risque chimique** est lié à la présence dans l'eau de produits de différentes natures, dont les sources peuvent être multiples : déversements délictueux, activités agricoles et ruissellement, rejets industriels et domestiques... De même que pour les micro-organismes, l'ingestion de ces produits ou le simple contact peut occasionner diverses irritations de la sphère ORL, des yeux et de la peau et, à forte concentration, des troubles respiratoires, cardiaques et des brûlures.

Par ailleurs, des conditions météorologiques particulières peuvent entraîner une brutale dégradation de la qualité de l'eau (orages ou fortes chaleurs). De plus, la prolifération d'algues microscopiques appartenant à la famille des cyanophycées (cyanobactéries) ne doit pas être écartée en période estivale. L'intensité du rayonnement solaire et la présence de nutriments azotés sont des facteurs favorisant leur développement sous forme d'efflorescences algales. Certaines espèces et leurs toxines peuvent nuire gravement à la santé humaine par simple contact ou ingestion.

En conclusion, la qualité de l'eau peut être à l'origine de pathologies d'ordres respiratoire, digestif, oculaire, cutané, ORL... Le risque d'infection dépend de la qualité de l'environnement microbiologique, des caractéristiques physiques des sites, du comportement des sportifs et de leur vulnérabilité.

RAPPEL DE L'ARRÊTÉ D'INTERDICTION DE BAIGNADE EN MARNE :
(extrait du Recueil des actes administratifs du 5 septembre 1970)

N° 613 — Interdiction de la baignade dans la
Marne.

*Le Préfet du Val-de-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur.*

VU le titre premier du Livre I du Code de la Santé Publique;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 10 avril 1965 portant règlement sanitaire du département de la Seine applicable dans le Val-de-Marne;

VU l'arrêté interministériel du 13 juin 1969 relatif aux règles de sécurité et d'hygiène applicables aux Etablissements de Natation ouverts au public;

VU les résultats des analyses des prélèvements effectués dans la Marne par le « Laboratoire d'Hygiène de la ville de Paris » à :

- Joinville-le-Pont,
- Maisons-Alfort,
- Champigny-sur-Marne;

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 30 juin 1970;

CONSIDERANT que toute baignade dans la Marne constitue un danger pour la santé publique en raison de sa pollution;

SUR la proposition du Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Toute baignade dans la Marne est interdite.

ARTICLE 2. — Les baignades existantes devront être fermées au public dans les plus brefs délais.

ARTICLE 3. — Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Maires intéressés, le Chef du Service départemental de la Jeunesse et des Sports, le Directeur de l'Action Sanitaire et Sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera inséré dans le Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Créteil, le 31 juillet 1970.

*Le Préfet,
Lucien LANIER.*

	Seuil de qualité suffisante	2018	2019	2020	2021	2018 à 2021 (- 15% des valeurs les plus défavorables)
Percentile 90 <i>Escherichia coli</i>	< 900 UFC/100 mL	6 195 UFC/100 mL	1 953 UFC /100 mL	2 259 UFC /100 mL	11 770 UFC /100 mL	3 985 UFC /100 mL
Percentile 90 Entérocoques	< 330 UFC/100 mL	1 096 UFC /100 mL	370 UFC /100 mL	421 UFC /100 mL	2 168 UFC /100 mL	601 UFC /100 mL
Qualité de l'eau (directive baignade 2006)		Insuffisante	Insuffisante	Insuffisante	Insuffisante	Insuffisante

**Éléments de langage préparatoires
à une sollicitation sur la problématique de la baignade en milieu naturel**

Quels sont les risques liés à la baignade dans une eau de mauvaise qualité ?

1- les risques physiques (noyades, chutes, insolation-déshydratation, coups de soleil/brûlures...) qui ne sont pas liés à la qualité de l'eau, mais qui sont les plus fréquents et les plus graves,

2- les risques liés à la qualité de l'eau :

- le risque microbiologique est lié à la présence de germes pathogènes dans l'eau. Ceux-ci peuvent entraîner, par contact direct, des pathologies liées à la sphère ORL (otites, rhinites et laryngites), à l'appareil digestif, aux yeux ou à la peau. Le risque encouru est fonction du niveau de contamination de l'eau, mais aussi de l'état de santé du baigneur et des modalités de baignade (durée, immersion de la tête...).

Il est important de souligner que des germes pathogènes potentiellement présents dans l'eau peuvent également se transmettre à l'homme par voie indirecte (plaies, lésions cutanées, peau, muqueuses...). Il s'agit notamment des leptospires (à l'origine de fièvre hémorragique), de certaines larves de parasites (à l'origine d'affections cutanées et notamment de la dermatite du baigneur), de germes bactériens de type Pseudomonas, staphylocoques...

- le risque chimique est lié à la présence dans l'eau de produits de différentes natures, dont les sources peuvent être multiples : déversements délictueux, activités agricoles et ruissellement, rejets industriels et domestiques... De même que pour les micro-organismes, l'ingestion de ces produits ou le simple contact peut occasionner diverses irritations de la sphère ORL, des yeux et de la peau et, à forte concentration, des troubles respiratoires, cardiaques et des brûlures.

Peut-on se baigner dans la Marne dans le Val-de-Marne ?

Non, l'arrêté de 1970 d'interdiction de baignade dans la Marne est toujours d'actualité.

Y-a-t-il une amélioration de la qualité d'eau de la Marne ces dernières années ?

Le suivi de la qualité bactériologique de l'eau ne montre pas d'amélioration notable ces dernières années, la qualité de l'eau étant très variable d'une année sur l'autre et systématiquement insuffisante.

Que doit faire une personne publique ou privée pour ouvrir une baignade pérenne en milieu naturel ?

Un profil de baignade comprenant un état des lieux, une identification des risques potentiels de pollution et les actions de gestion à mettre en place pour y remédier doit être fait et transmis à l'ARS. Par ailleurs, un suivi bactériologique sur 4 ans doit être également réalisé et le résultat de ce suivi est comparé aux seuils de la directive baignade. L'ARS émet ensuite un avis sanitaire sur ces éléments et le communique à la préfecture qui autorise ou non la zone de baignade.

Est-ce qu'il existe des sites naturels autorisés à la baignade (rivières, lacs...), même non surveillés ?
Les maires prennent des arrêtés d'interdiction pour des lieux pas forcément dangereux en soi, mais pour lesquels il faudrait faire des analyses de l'eau régulièrement si la baignade n'est pas interdite.

Concernant « l'autorisation » de la baignade. Il existe quelques baignades en étangs dans la région (Etangs de Hollande dans le 78, Les Prés de la Fontaine dans le 77) mais la plupart des baignades en IDF sont aménagées. A noter qu'il y a également une baignade en Marne à Meaux (77) mais qui sera fermée cette année pour cause de qualité insuffisante (sujet politique/sensible, échanges ARS/DGS/Mairie de Meaux).

La baignade dans la Seine est-elle interdite ou seulement pas recommandée ?

Il existe une interdiction générale de baignade dans la Seine, à Paris, dans le Val de Marne, l'Essonne ou les Yvelines notamment

La qualité de l'eau est-elle bonne à Saint-Maur-des-Fossés ?

Non la qualité bactériologique de l'eau de la Marne à Saint-Maur-des-Fossés n'est pas suffisante pour permettre à la population de pouvoir s'y baigner.

Comment la qualité de cette eau est contrôlée ?

Au début de la saison estivale, le syndicat « Marne Vive » réalise des prélèvements et des analyses à des endroits précis de la Marne afin de contrôler la qualité bactériologique de l'eau. Conformément aux dispositions européennes concernant les baignades (directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade), la qualité de l'eau est évaluée sur le plan bactériologique par le suivi de deux germes témoins de contamination fécale : les entérocoques intestinaux et les *Escherichia coli*. Leur présence peut être associée à d'autres germes plus pathogènes comme le virus de l'hépatite A, des bactéries de type *Pseudomonas aeruginosa*, les staphylocoques ou les leptospires.

Pourquoi interdire la baignade alors que certains résultats des analyses de la qualité de l'eau à Saint-Maur-des-Fossés sont favorables ?

Pour atteindre une qualité bactériologique suffisante, au moins 90% des résultats des analyses réalisées doivent être inférieurs aux valeurs de référence pour les deux paramètres, entérocoques intestinaux et *Escherichia coli*, valeurs de référence respectivement fixées à 330 UFC/100 mL et 900 UFC/100 mL, indicatrices d'une bonne qualité bactériologique de l'eau.

Pourquoi appliquer une réglementation relative aux baignades pérennes pour un événement ponctuel ?

Aujourd'hui, il n'existe pas de réglementation pour les manifestations de baignade ponctuelles. La seule réglementation applicable pour les activités de baignade est celle relative aux baignades pérennes.



**Direction
Territoriale
Bassin de la Seine
et Loire aval**

**Unité Territoriale
Seine amont**

**Bureau des
Affaires Générales et
Domaniales**

**Pôle de gestion
du domaine public**

Paris, le 19 avril 2022

Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
Direction des sécurités
Bureau des polices administratives
21-29 Avenue du Général de Gaulle
94038 CRETEIL Cedex

Objet : Manifestation nautique « Big Jump » le 10 juillet 2022

Référence : SM/2022/420

Affaire suivie par Sandrine MICHOT

Contacts : Tél : 01 64.83.50.00 – courriel : domaine.uti.seineamont@vnf.fr

Monsieur le Préfet,

Le Syndicat mixte Marne Vive sollicite par courriel reçu le 4 avril dernier l'autorisation d'organiser la manifestation nautique « Big Jump » en rive droite de Marne, entre les PK 178.200B et 180B, le dimanche 10 juillet 2022.

La manifestation consiste en des baignades en Marne, des baptêmes de canoë, kayak, paddle et des ballades sur 3 catalanes pour 300 personnes attendues.

L'organisateur sollicite un arrêt de navigation de 7h00 à 21h00

J'émet un avis favorable à l'organisation de cette manifestation sous réserve du respect des prescriptions suivantes.

Le dimanche 10 juillet, compte tenu de la réglementation et de l'accord de l'organisateur par mail du 12 avril 2022, la navigation sera interrompue de 14h00 à 18h00.

Les organisateurs et les participants devront se conformer aux prescriptions suivantes concernant l'organisation, le déroulement et la sécurité de la manifestation :

- Les horaires indiqués ci-dessus devront être impérativement respectés.
- Les participants devront se conformer aux prescriptions du règlement général de police et de l'arrêté inter-préfectoral du 12/01/2019 portant règlement particulier de police de la navigation intérieure sur l'itinéraire Marne.
- Toutes mesures seront prises, sur les indications des agents des services de police, d'encadrement de la manifestation, pour prévenir tout accident.
- Les organisateurs assureront à leurs frais et sous leur entière responsabilité le service d'ordre et de sécurité de la manifestation
- Les lieux devront être laissés en état de propreté à l'issue de la manifestation et l'ensemble des installations sur la Marne devront être démontées.
- L'organisateur devra fournir les équipements de sécurité réglementaires conformes la réglementation de chaque fédération sportive pour chaque activité nautique.

1 avenue Pierre Mendès-France – 94340 JOINVILLE-LE-PONT
T. +33 (0)1 45 11 71 80 - F. +33 (0)1 45 11 71 99 - www.vnf.fr - www.bassinodelaseine.vnf.fr

Établissement public de l'État à caractère administratif,
Article L 4311-1 du code des transports TVA intracommunautaire FR 89 130 017 791
SIRET 130 017 791 00034, Compte bancaire : Agent comptable de VNF, ouvert à la DRFIP Ile-de-France et de Paris
n° 10071 75000 00001005259 17, IBAN FR76 1007 1750 0000 0010 0525 917, BIC n°TRPUFRP1

- La sécurité sera assurée par 2 bateaux encadrants à moteur de secours qui devront arborer une flamme aux couleurs de l'organisateur, un pavillon conforme au règlement et être munis de bouées, de gilets de sauvetage et des agrès nécessaires, conduits par un pilote expérimenté, titulaire d'un permis de navigation, et qui auront chacun à leur bord un maître-nageur ou tout autre personne qualifiée prêt à porter secours en cas de besoin et parer à tout incident.
- Un poste de secours médical ayant tout le matériel de secours nécessaire sera prêt à fonctionner.
- **Les organisateurs devront transmettre un numéro sur lequel ils pourront être joignables** pendant toute la durée de la manifestation pour informer le cadre d'astreinte de Joinville-le-Pont (astreinte sécurité : 01 45 11 71 97) que la voie est libre pour le rétablissement du trafic.

La signalisation particulière permettant le bon déroulement de la manifestation est à la charge des organisateurs qui la retireront dès la fin de la manifestation : l'arrêt de navigation sera signalé par 2 panneaux d'interdiction A1 installés 300m en amont et en aval de la zone d'évolution des activités nautiques.

L'organisateur devra impérativement retirer les panneaux à la fin de l'arrêt de navigation.

Les organisateurs seront responsables de tous les accidents qui pourraient survenir aux usagers de la voie d'eau et aux ouvrages publics du fait du déroulement de la manifestation : cette manifestation devra être couverte par un contrat d'assurance garantissant, sans limitation, d'une part, les risques encourus par les participants et les tiers, ainsi que les dommages qui pourraient être occasionnés aux ouvrages publics.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits de tiers.

Une autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial sera délivrée par Voies navigables de France.

La présente autorisation est rigoureusement personnelle. Elle pourra être retirée à tout moment en cas de non-respect des lois et règlements applicables, en particulier les décrets et arrêtés susvisés, ou des clauses du présent arrêté ou si les besoins de la navigation ou l'intérêt public le justifient ou si les conditions hydrauliques sont telles que la cote d'eau au barrage de Joinville-le-Pont dépasse 34.20 m NGF à l'amont.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Sandrine MICHOT

Cheffe du pôle de gestion du domaine public

1 avenue Pierre Mendès-France – 94340 JOINVILLE-LE-PONT
T. +33 (0)1 45 11 71 80 - F. +33 (0)1 45 11 71 99 - www.vnf.fr - www.bassindelaseine.vnf.fr

Établissement public de l'État à caractère administratif,
Article L 4311-1 du code des transports TVA intracommunautaire FR 89 130 017 781
SIRET 130 017 791 00034, Compte bancaire : Agent comptable de VNF, ouvert à la DRFIP Ile-de-France et de Paris
n° 10071 75000 00001005259 17, IBAN FR76 1007 1750 0000 0010 0525 917, BIC n°TRPUFRP1

2/2